



## Bulletin WIN

Fournir un aperçu concis des thèmes spécifiques liés à l'intégrité de l'eau

L'eau pour l'alimentation

# Pourquoi l'intégrité est importante pour la sécurité alimentaire

par Eefje Aarnoudse and Sarah Belalia

### CONTEXTE

Les problèmes liés au nexus Eau-Alimentation-Energie ne peuvent être résolus que dans un contexte de comportement d'éthique, de redevabilité, de transparence et d'intégrité. Le présent document explique comment les problèmes de corruption dans le secteur de l'eau constituent une menace pour la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Il donne un aperçu des risques de corruption minant la chaîne de production alimentaire, et résume les meilleures approches et mesures concrètes pour accroître l'intégrité de l'eau dans l'optique d'atteindre la sécurité alimentaire. Il sert en outre de document de travail pour le séminaire Promotion de l'intégrité et de la transparence de l'eau pour l'alimentation à la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm de 2012, organisé conjointement par le Réseau d'Intégrité de l'Eau (WIN), la Facilité Gouvernance de l'Eau (WGF) du PNUD et Transparency International (TI).

### 1. QUELLES INTERACTIONS EXISTE-T-IL ENTRE EAU, ALIMENTATION, ET ENERGIE ?

Dans un monde caractérisé par un développement et une urbanisation rapides et en outre confronté au phénomène de changements climatiques, les besoins en eau, nourriture et énergie sont de plus en plus en concurrence. Cette concurrence croissante rend nos ressources naturelles encore plus rares et plus précieuses, entraînant par ricochet l'intensification des pratiques de corruption. Dans ces conditions, il est essentiel que les mécanismes de gouvernance soient efficaces et transparents, afin de garantir la disponibilité de l'eau potable en quantité suffisante pour la production de nourritures saines et propres. Malheureusement, ces mécanismes sont souvent

**“Bienvenue à la nouvelle géopolitique de la pénurie alimentaire. Le monde est en pleine crise sur le plan alimentaire. Mais il est peu probable que les dirigeants politiques aient mesuré l'ampleur de la situation qui prévaut. Si nous n'adoptons pas rapidement de nouvelles politiques en matière de population, d'énergie et d'eau, l'objectif d'éradiquer la faim restera vain.”**

**Lester R. Brown, 2012, The Guardian**

inexistants ou sont biaisés par la corruption (l'abus de pouvoir à des fins privées<sup>1</sup>). La corruption exclut les petits agriculteurs pauvres des systèmes d'irrigation ; elle augmente les risques de sécheresse, entraînant ainsi des catastrophes, et conduit à l'épuisement et à la pollution des ressources en eaux souterraines (Harmer et al 2010 Rijsberman 2008 Rinaudo 2008). Pour bien appréhender les causes et les conséquences des faibles niveaux d'intégrité dans le secteur de l'eau, nous devons comprendre le nexus Eau-Alimentation-Energie et comprendre les relations entre les différents intérêts prévalant au niveau de chacun de ces éléments.

À ce jour, plus de deux tiers des prélèvements d'eau douce dans le monde sont destinés à l'agriculture et aux biocarburants (FAO 2011). Dans la plupart des bassins fluviaux, la possibilité d'obtenir davantage d'eau est limitée (Molle et al 2007). Au même moment, l'on estime que les besoins alimentaires à l'échelle mondiale devraient doubler d'ici les années 2030, conséquence de l'explosion démographique constante

**1 Définition officielle de la corruption par Transparency International**



Murshidabad, Bengale-Occidentale, Inde  
© Sudipto Das, finaliste concours photo de WIN 2012

et du changement dans les habitudes alimentaires, notamment en Inde et en Chine (ONU 2012). Cette situation combinée au passage des énergies fossiles aux biocarburants et à l'accroissement de la demande énergétique, crée une pression supplémentaire sur la répartition de nos ressources en eau douce déjà limitées. L'on n'estime que 75 pour cent de l'augmentation du prix des denrées alimentaires entre 2002 et 2008 est due à la « course » aux terres fertiles et aux ressources en eau pour la production de biocarburants (Mitchell 2008).

Les incidents de pollution de l'eau sont également de plus en plus récurrents, et le manque d'intégrité en matière de lutte contre la pollution constitue une autre préoccupation majeure. Ces deux phénomènes ont un impact direct sur la nutrition et la santé, à travers l'approvisionnement en eau potable et l'utilisation de l'eau pour l'irrigation et la pêche. En outre, l'utilisation incontrôlée de pesticides et des engrais, la mauvaise gestion des sols, la contamination biologique par l'élevage et les déchets urbains et industriels continuent de détériorer la qualité de l'eau.

La nouvelle tendance pour les secteurs public et privé à louer les terres dans les pays pauvres à travers un processus opaque a des conséquences négatives, en particulier sur les communautés pauvres qui ignorent tout des termes des contrats de location. L'accaparement des surfaces arables peut augmenter le coût des terres et par conséquent celui des denrées alimentaires, et provoque le déplacement des populations pauvres. Ces déplacements peuvent à leur tour aggraver la déforestation et l'épuisement des écosystèmes aquatiques par l'extension des frontières agricoles. En outre, les populations déplacées migrent

vers les villes surpeuplées, provoquant l'augmentation de la demande en eau, en nourriture et en énergie. Les stratégies de réduction des impacts des changements climatiques, tels que le Crédit-Carbone et la demande industrielle en ressources naturelles (Borras et al 2012), constituent des sources supplémentaires de pression sur les terres et les ressources en eau.

## 2. LES PROBLÈMES D'INTÉGRITÉ DE L'EAU AFFECTANT L'ALIMENTATION

Divers rapports officiels récents ont attiré l'attention sur le fait que les défis liés à la gestion de l'eau sont exacerbés par la corruption et le manque de transparence (TI 2008 Vos 2008a, et Stålgren 2006). A titre d'illustration, selon les estimations de la Banque mondiale, les coûts de construction d'infrastructures hydrauliques sont « augmentés » de 20 à 40 pour cent à cause de la corruption (Stålgren 2006). Les problèmes liés au manque d'intégrité dans le secteur de l'eau s'immiscent dans les différentes activités de la chaîne de production alimentaire, de la planification de l'utilisation des terres et des eaux à la production et à la répartition de la nourriture. Les questions d'intégrité dominantes à certains des points où l'eau et la nourriture sont liées sont développées ci-dessous.

### 2.1. Répartition de l'eau

La répartition et les arbitrages entre différentes utilisations de l'eau tels que l'agriculture, l'industrie,

#### ENCADRÉ 1 Partenariat pour l'Avenir de l'Eau comme solution pour réduire les conflits

Récemment, des 'Partenariats pour l'Avenir de l'Eau' ont été mis en place dans divers pays producteurs de bière du Sud pour éviter les conflits relatifs aux ressources en eau locales. Une alliance stratégique entre l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), agissant pour le compte du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et le Développement (BMZ), l'entreprise de production de bière SABMiller et le Fonds mondial pour la nature (WWF) ont lancé le partenariat dans quatre pays-cibles – l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ukraine et le Pérou. Le projet offre une plate-forme multipartite réunissant des acteurs des secteurs public et privé et de la société civile. Avant le démarrage des pourparlers entre acteurs, l'évaluation des risques liés à l'eau dans la localité et de l'empreinte hydrique de la brasserie sont effectuées. Sur cette base, le partenariat vise à travailler avec toutes les parties prenantes pour trouver les voies et moyens de réduire les usages conflictuels des ressources en eau (Water Futures Partnership 2011).

l'environnement et les zones urbaines sont une source notable de discordance. La clé de répartition de l'eau entre autorités et usagers peut déboucher sur des conflits. En Inde, l'attribution par les autorités de nappes phréatiques à une entreprise de production de boissons sans informer les populations locales a provoqué un conflit majeur lorsque la surexploitation des eaux souterraines par l'entreprise a affecté l'accès des agriculteurs à ces eaux. Les communautés locales ont protesté et ont poursuivi l'entreprise en justice, et celle-ci a été condamnée à une amende de 48 millions de dollars aux faits d'avoir épuisé les ressources en eaux souterraines locales (Ajayan et al 2010). La coordination entre les différents acteurs et des clés de répartition transparentes sont nécessaires pour prévenir de tels conflits (voir encadré 1).

## 2.2. Bassins versants et fluviaux

Les bassins versants et fluviaux sont le théâtre « course » au contrôle de ressources en eau limitées. En réponse, les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) sont encouragés par différents gouvernements avec l'appui des bailleurs de fonds internationaux dans le but de surmonter les défis liés à la gestion des bassins fluviaux. Bien que la GIRE multiplie les niveaux de coordination dans les bassins versants, elle suscite également une nouvelle complexité. Les résultats de recherches révèlent que les risques de corruption augmentent avec la coopération intersectorielle, parce que les niveaux de contrôle social et de suivi administratif baissent lorsque les interactions s'opèrent en dehors du système traditionnel (Butterworth 2008).

### ENCADRÉ 2 La Fédération des usagers de l'eau de l'Équateur

Les usagers de l'eau des Andes équatoriennes se sont réunis afin de prendre des décisions pour prévenir la corruption dans l'attribution des subventions pour l'irrigation et l'eau pour l'agriculture. Avec l'appui d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), les agences de développement et les chercheurs, les usagers se sont érigés en puissants acteurs locaux de la gouvernance de l'eau. Ces acteurs externes ont rassemblé les usagers de l'eau afin de les informer et les mobiliser. La Fédération des usagers de l'eau de la province ainsi devenue autonome, a réussi à porter plainte pour des faits de corruption, de discrimination ethnique, et a défendu les droits des communautés locales à l'utilisation de l'eau face aux institutions gouvernementales provinciales (Hoogesteger, J. 2012).

Afin de réguler les différents usages de l'eau, des mesures telles que le renforcement des droits formels de l'eau, le recouvrement des coûts et la tarification de l'eau, la création de nouvelles institutions de gestion des bassins et l'examen des impacts environnementaux sont mises en œuvre au niveau des bassins fluviaux à travers le monde. Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la GIRE (Van Koppen et al 2007), et doivent répondre à des principes d'intégrité afin d'assurer leur succès (voir encadré 2).

## 2.3. Gestion de l'irrigation

L'amélioration de l'accès à l'irrigation à travers les barrages et les canaux est cruciale pour la sécurité alimentaire et pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural. Grâce à l'accès à l'eau pour l'irrigation, les agriculteurs peuvent réduire leur vulnérabilité à la sécheresse, augmenter leurs productions agricoles et assurer l'approvisionnement en nourritures (Hussain 2003). En réalité, l'accès d'un agriculteur à l'eau pour l'irrigation est souvent limité par des problèmes qui ne sont pas de nature infrastructurelle, mais d'ordre sociopolitique. La fraude et le népotisme gangrénant les processus de planification des infrastructures et des opérations d'appel d'offres peuvent conduire à des retards dans la mise en œuvre des projets et à des ouvrages de piètre qualité, comme l'illustre une étude critique sur deux petits projets de construction de barrages au Ghana (Venot et al 2011).

En outre, l'attribution des subventions et dons pour l'irrigation a souvent lieu à l'insu des communautés agricoles pauvres. Au Mexique, 70 pour cent des subventions à l'irrigation ne profitent qu'à 20 pour cent des agriculteurs, qui sont pourtant les plus nombreux (PNUD 2006). De même, des cas d'octroi de licences d'exploitation d'eau au Chili et au Kazakhstan montrent l'avantage dont bénéficient les grands producteurs influents sur les petits agriculteurs (Warner et al 2009).

Les pratiques de corruption sapent la distribution effective de l'eau. La célèbre étude – des plus détaillées – conduite par Robert Wade (1983) révèle l'étendue de la corruption dans les systèmes de canaux d'irrigation en Inde. Il estime dans son étude que les assistants-ingénieurs toucheraient par an, jusqu'à 10.000 dollars de pots de vin des mains des agriculteurs, en contrepartie de leur approvisionnement en eau.

### ENCADRÉ 3 Eaux souterraines gérées par les agriculteurs en Inde

L'Etat indien d'Andhra Pradesh a expérimenté avec succès une approche participative en réponse à la surexploitation des eaux souterraines. La régulation de l'utilisation des eaux souterraines par les propriétaires de puits tubulaires privés a échoué à plusieurs reprises du fait du manque de redevabilité et de transparence. En réponse, le projet-pilote a adopté une approche différente de celle des élus locaux qui consistait à appliquer des politiques de restriction. En lieu et place, le projet-pilote a engagé les agriculteurs dans la collecte et l'analyse de données dans le but de renforcer leur compréhension de la dynamique des eaux souterraines et assurer la prise de décisions collective. Grâce aux nouvelles connaissances acquises, de nombreux producteurs ont adopté un ensemble de stratégies agricoles qui leur ont permis d'accroître les rendements tout en pompant moins l'eau. (Banque mondiale 2010).

Une étude plus récente sur les systèmes de canaux d'irrigation au Pérou confirme que la corruption continue d'être un phénomène persistant (Vos 2008b).

#### 2.4. Gestion des eaux souterraines

Au cours des dernières décennies, les motopompes ont facilité l'accès aux eaux souterraines, permettant à de nombreux ménages ruraux d'augmenter leurs rendements et leurs revenus. Cette tendance particulièrement vraie en Asie – qui abrite 75 pour cent de la surface mondiale irriguée par les eaux souterraines – est en passe de s'étendre à d'autres régions, notamment en Afrique sub-saharienne (Shah et al 2007). Sur les marchés informels des eaux souterraines, les propriétaires de puits tubulaires privés surexploitent la ressource, manipulent les prix de l'eau ou excluent les agriculteurs pauvres (Prakash 2005). La plus grande menace pour l'irrigation par les eaux souterraines est la faiblesse des mécanismes de gouvernance. Ces mécanismes sont nécessaires pour réguler la surexploitation, afin de protéger l'environnement et les moyens de subsistance (Rijsberman 2008). Les tentatives de restrictions de l'utilisation des eaux souterraines à travers un système d'octroi de permis ont souvent échoué en raison du manque de redevabilité politique et de surveillance fiable. En Inde, les élus locaux essaient de gagner des voix par le plaidoyer contre la politique de restriction des eaux souterraines et la subvention de la gratuité de l'électricité (Badiani et Jessoe, 2010).

Des exemples en provenance du Mexique montrent que l'application des restrictions est entravée par le contournement de l'enregistrement et la falsification de documents (Kemper 2007 de la Banque mondiale 2010) (voir encadré 3).

#### 2.5. Accaparement des terres et des eaux

La concurrence entre les agriculteurs locaux et les producteurs d'aliments destinés à la commercialisation ou les parcs de stockage de carburant alimentant la grande industrie est très bien décrite. La question prend aujourd'hui une nouvelle dimension avec la pression démographique et urbaine sur les ressources et le développement de nouveaux pôles du capitalisme mondial. Cette situation exacerbe la course aux ressources pour se procurer la nourriture et l'énergie. La location de terres aussi bien par le secteur public que privé est censé ne concerner que les terres marginales ou improductives, mais en réalité, ces terres sont souvent associées à des services d'eau ou à des aménagements irrigués (Mehta et al 2012). Étant donné que de nombreux baux et contrats fonciers ne comportent pas d'accord sur l'eau, «diverses preuves montrent que dans de nombreux cas, l'accaparement des terres peut être motivé par le désir de s'emparer des ressources en eau» (Smaller et Mann 2009). À titre d'exemple, l'épuisement des réserves d'eau douce fossile pousse l'Arabie Saoudite à louer des terres dans d'autres pays pour la production de blé – en particulier à travers d'importants investissements en Ethiopie. On estime que 3,6 millions d'hectares sont actuellement cultivés en Ethiopie par des étrangers, y compris des ressortissants Saoudiens (Mousseau et Sosnoff 2011), ce qui a pour conséquence une consommation supplémentaire de 49,5 milliards de mètres cubes d'eau (Bossio et al 2012).

#### 2.6. Demande alimentaire en milieu urbain

La population urbaine mondiale augmente de 60 millions d'habitants par an (ONU-Habitat 2010). Au même moment, les habitudes alimentaires dans les pays émergents changent rapidement. L'empreinte hydrique des citoyens indiens et chinois augmente d'environ 1.000 à 3.000 mètres cubes par personne et par an lorsqu'ils se mettent à consommer autant de viande et de produits laitiers que le citoyen américain moyen (Mekonnen et Hoekstra 2011).

Ces bouleversements augmentent la pression sur la disponibilité de la nourriture dans les villes et impliquent la nécessité de promouvoir l'agriculture urbaine – qui se trouve être menacée par l'accès limité à l'eau potable. La corruption dans les institutions d'approvisionnement en eau et assainissement est reconnue comme un défi majeur limitant

#### **ENCADRÉ 4 Principes d'intégrité comme directives pour la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire**

##### **Transparence**

Les processus de prise de décisions publiques doivent être ouverts, et des informations sur ces processus doivent être communiquées à ceux qui seront affectés

- » Appels d'offres transparents dans les contrats de construction de projets d'infrastructures d'irrigation ou de développement de l'hydroélectricité ;
- » Négociation transparente des droits fonciers et de l'eau avec les investisseurs ;
- » Evaluation transparente des impacts de l'aménagement des terres et des investissements infrastructurels, y compris les impacts environnementaux à long terme.

##### **Redevabilité**

Les agences gouvernementales ou les entreprises privées, qui sont responsables du bien public, doivent répondre de leurs actes et s'abstenir d'abuser de leurs pouvoirs

- » Assurer la distribution équitable de l'eau parmi les nombreuses parties prenantes ;
- » Contrôle des normes sanitaires et de qualité de l'eau ;
- » Audits sociaux ;
- » Responsabilité des contrats, des conflits et du paiement des ressources communes (le principe du «pollueur-payeur», contrats relatifs aux bassins et accords entre les utilisateurs en amont et en aval).

##### **Participation**

Ceux qui ont un intérêt dans les futures décisions doivent avoir la possibilité de participer et d'influencer ces processus de prise de décisions

- » Implication des usagers dans les décisions relatives à la distribution de l'eau ;
- » Décentralisation et répartition du pouvoir dans la gestion des ressources en eau ;
- » Impliquer les détenteurs de droits fonciers et de l'eau dans la vente ou la location de terres.

l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain (WIN 2011).

#### **2.7. Aide alimentaire et systèmes de distribution**

Bien plus que dans la production alimentaire, le manque d'intégrité est criard dans le système de distribution. Les couches les plus défavorisées souffrent de la pénurie alimentaire, en particulier en période de catastrophes humanitaires. Les mécanismes d'intervention pour apporter l'aide alimentaire en situations d'urgence sont particulièrement en proie à la corruption, du fait de la nature ad hoc de l'organisation des transports et de la distribution alimentaire. La crise alimentaire mondiale de 2008 (lorsque les prix des produits de base ont connu une augmentation spectaculaire) a montré que les communautés pauvres des zones urbaines et rurales sont particulièrement sensibles aux perturbations dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire (Ruel et al 2010). Transparency International (TI) Kenya a réalisé une étude sur l'intégrité de l'assistance alimentaire en réponse à la grave sécheresse qui a frappé le pays en 2011 (Harmer et al 2012). L'étude a constaté que la distribution de nourriture était politisée, les dirigeants politiques, les élites locales et les comités de secours locaux influençant la destination des aides. Dans une des régions frappées par la sécheresse, il est estimé que 30 pour cent de l'eau potable distribuée n'est pas parvenu aux bénéficiaires ciblés. L'étude conclut que les secours organisés par le gouvernement ont en grande partie échoué parce que le suivi et la coordination entre les différents niveaux administratifs étaient inexistantes.

#### **ENCADRÉ 5 L'Indice de Transparence dans la Gestion de l'Eau (WMTI)- Indicateurs basés sur le web pour les agences de l'eau**

L'Indice de Transparence dans la Gestion de l'Eau (WMTI) développé par TI Espagne est composé d'un ensemble de 80 indicateurs qui évaluent la transparence des agences d'eau à travers l'analyse du contenu de leurs pages web. Les indicateurs ciblent les exigences d'informations jugées pertinentes pour la transparence. L'outil a été utilisé par des agences d'eau en Espagne, où chaque organisme gérant un bassin fluvial dans sa circonscription dispose de pages web permettant aux citoyens d'accéder à des informations portant sur la gestion des ressources en eau de ce bassin (WIN CIS No. 2, 2012).

### 3. COMMENT RÉUSSIR L'INTÉGRITÉ DE L'EAU POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE – LE RÔLE DES DIFFÉRENTS ACTEURS

Une gestion efficace de nos ressources en eau pour l'alimentation et l'énergie requiert indubitablement l'application de politiques plus cohérentes, la coordination entre les différents secteurs et la participation de tous les acteurs au processus décisionnel. Les principes de bonne gouvernance, tels que la transparence, la redevabilité et la participation, doivent ouvrir la voie à une utilisation équitable et fiable de l'eau pour un meilleur accès à une nourriture saine (voir Encadré 4). Les gouvernements, les acteurs du secteur privé et de la société civile ont chacun des rôles et des responsabilités dans ce processus.

#### 3.1. Coordination et régulation par les pouvoirs publics

Les institutions publiques doivent travailler en partenariat avec le secteur privé et la société civile à travers le partage d'informations de manière transparente. Ils doivent être redevables de leurs décisions et jouer un rôle central dans la prévention ou la résolution des conflits. Cependant, même dans un contexte de participation accrue des acteurs privés et de la société civile, les pouvoirs publics conservent l'ultime responsabilité de créer un environnement favorable caractérisé par des règles claires, l'application de la loi et la stabilité politique. Pour améliorer la redevabilité de la gestion intégrée, les gouvernements peuvent appliquer des approches novatrices telles que

#### ENCADRÉ 6 MASSCOTE – une méthodologie par étapes pour moderniser la gestion de l'irrigation

La Cartographie des Systèmes et des services pour la Gestion des Canaux (MASSCOTE) est un outil d'évaluation par étapes élaboré par la FAO pour amener les acteurs à moderniser la gestion des canaux d'irrigation. L'approche MASSCOTE est conçue pour être mise en œuvre par des chercheurs et des ingénieurs du gouvernement. La première étape consiste en une évaluation rapide visant à étalonner la performance du système. L'étalonnage des normes et standards permet de mesurer les améliorations futures par une comparaison systématique avec l'existant. Les étapes suivantes comprennent la cartographie des coûts et des opérations comparativement aux services. La méthodologie MASSCOTE est utile pour le recouvrement des coûts disproportionnés et pour la planification de la modernisation et une gestion plus orientée vers les services. Il a été utilisé pour des grands et moyens systèmes d'irrigation en Asie, en Amérique latine et en Afrique du Nord (Renault, Facon et Wahaj 2007).

le Paiement des Services Environnementaux, le principe du «pollueur-payeur» (voir Encadré 5 et 6) ou des outils tels que MASSCOTE et WMTI (voir Encadré 7), qui ont été introduits dans divers endroits du monde avec des résultats positifs.

#### ENCADRÉ 7 Approches prometteuses mais difficiles: Paiement des services environnementaux (PSE) et Principe du pollueur-payeur

Le PSE vise à récompenser une communauté ou des utilisateurs de terre pour les services environnementaux qu'ils rendent en protégeant ou en restaurant un écosystème essentiel, par exemple la gestion durable des bassins versants par l'amélioration des pratiques agricoles. Il s'agit d'une approche participative à même d'améliorer la gestion des ressources en eau tout en garantissant le partage des bénéfices. La difficulté de mesurer l'impact réel du PSE, avec des rôles clairs pour les acheteurs et les fournisseurs, est un défi, et des risques de corruption existent. Le PSE requiert le soutien des pouvoirs publics, qui doivent définir et appliquer des règles (Pirard et Billé, 2011). Une expérience à Cidanau (Indonésie), montre qu'un processus de négociation transparent et participatif a contribué à la mise en œuvre réussie du projet, avec un forum doté de termes de référence clairs assurant la médiation entre la compagnie d'eau et les communautés agricoles (RUPES 2010).

Les incitations non financières au niveau communautaire, telles que le paiement des services environnementaux (FAO 2011, Pirard et Billé 2011), est un autre moyen d'assurer des bénéfices à la société en général, sans tenir compte de qui est propriétaire de la terre. Ces incitations renforcent également les coalitions communautaires et le pouvoir de négociation. Un exemple est le Programme de foresterie communautaire du gouvernement de Sumatra, en Indonésie, qui accorde aux agriculteurs la propriété foncière sous conditions, en échange de pratiques agricoles durables et de la protection de la forêt naturelle restante (RUPES 2010).

Le 'principe du pollueur-payeur' (PPP) est un principe de politique environnementale qui exige que les coûts de la pollution soient à la charge de ceux qui la causent. Le PPP décrit le mécanisme de répartition des coûts de la prévention et de lutte contre la pollution. Un exemple du Principe du Pollueur-Payeur est rapporté dans la région du Lac Nakuru au Kenya, où la qualité de l'eau a été fortement détériorée par la déforestation, l'envasement, les déchets industriels, domestiques, agrochimiques et l'urbanisation. Cette situation complexe, combinée à la corruption et au manque d'informations fiables, a poussé le gouvernement à mettre en œuvre le PPP à l'encontre des pollueurs des secteurs privé et public (Wachu Gichuhi 2008).

### 3.2. Autonomisation des communautés et renforcement des capacités

Que ce soit en tant que producteurs ou consommateurs de denrées alimentaires, les collectivités locales doivent utiliser leur pouvoir collectif pour s'engager activement dans les politiques de gestion de l'eau et de la sécurité alimentaire. Les médias, les ONG et les chercheurs ont un rôle crucial à jouer dans ce processus, principalement en tant que fournisseurs d'informations et organismes de surveillance. L'éducation informelle et la formation de coalitions au niveau local favorisent la responsabilité des collectivités envers leurs ressources. Cela leur permet en fin de compte d'améliorer la gouvernance de l'eau et oblige les institutions publiques à améliorer les services et à renforcer la transparence. L'utilisation d'outils de renforcement des capacités peut contribuer à sensibiliser sur les questions d'intégrité de l'eau et permet de cartographier les problèmes et de trouver des solutions locales innovantes. L'amélioration de la recherche, la collecte de données locales et le partage d'études de cas sur les bonnes pratiques sont également importants pour l'autonomisation des communautés locales.

### 3.3. Le nécessaire soutien du secteur privé

Les gouvernements multiplient les partenariats avec le secteur privé pour une meilleure gestion des terres et des ressources en eau, en particulier pour garantir la sécurité alimentaire. Il s'agit notamment de l'initiative 'Gestion des ressources en eau' et le «Partenariat pour l'avenir de l'eau» (Ministère Allemand de la Coopération 2012). Le rôle de plus en plus important du secteur privé dans la gestion et les investissements dans le secteur de l'eau nécessite de sa part une prise de position claire contre la corruption. Étant donné que les acteurs du secteur privé cherchent essentiellement à maximiser leur profit, ils peuvent être intrinsèquement déterminés à lutter contre la corruption si elle entraîne l'augmentation de leurs coûts (Moss 2008). Toutefois, pour s'assurer que ses activités de lutte contre la corruption profitent aux communautés, le secteur privé a besoin d'un environnement favorable qui fixe des règles claires, garantit la surveillance, et met en place des mesures incitatives et des systèmes d'audits. En adhérant à des codes de conduite ou en signant des conventions collectives telles que les Pactes d'intégrité (mécanisme engageant toutes les parties à un comportement honnête lors d'un processus d'appel d'offres), les entreprises privées

peuvent accroître leurs niveaux d'intégrité. Des sociétés privées d'approvisionnement en eau à Mombasa au Kenya, ont donné le bon exemple en signant la « Loi sur l'amélioration de l'eau » avec les communautés afin d'accroître la confiance mutuelle et améliorer les prestations de services (WIN 2012).

## CONCLUSION

Le manque d'intégrité dans la régulation, la gestion et la distribution de l'eau, et à différents niveaux institutionnels, peut être très préjudiciable à la sécurité alimentaire. Les processus de transparence, de redevabilité et de participation – avec un système d'équilibre des forces pour lutter contre la corruption et le népotisme – sont particulièrement cruciaux pour une gestion efficace des ressources en eau en vue de garantir la nourriture pour tous.

Pour une liste détaillée des références que ce document est basée sur, s'il vous plaît contactez-nous ou consultez notre site Web.